

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Les nouvelles projections démographiques de Statistique Canada laissent entrevoir un imbroglio fiscal au fédéral

Par Randall Bartlett, directeur principal de l'économie canadienne

Faits saillants

- ▶ Les dernières projections démographiques de Statistique Canada, qui contiennent d'importantes révisions à la baisse induites par une diminution marquée du nombre de résidents non permanents (RNP), ont fait sourciller plus d'un observateur.
- ▶ Si le gouvernement fédéral réussit à réduire le nombre de RNP au Canada au cours des trois prochaines années, la croissance de la population en âge de travailler sera beaucoup plus faible que prévu dans le budget 2024.
- ▶ Selon nos analyses, le ralentissement de la croissance démographique causé par la baisse des admissions de RNP réduira à la fois la croissance du PIB réel et l'inflation, ce qui pèsera sur le PIB nominal, la mesure la plus large de l'assiette fiscale.
- ▶ Si le gouvernement fédéral atteint son objectif de réduction du nombre de RNP, la baisse des revenus qui en résultera devrait entraîner des déficits plus importants et une augmentation de la dette. En effet, dans cinq ans, le ratio de la dette fédérale au PIB pourrait atteindre un niveau plus élevé que dans le scénario pessimiste du budget 2024.
- ▶ À cela s'ajoutent des dépenses additionnelles non incluses dans le budget 2024, comme l'augmentation des dépenses militaires annoncée récemment, ce qui met en péril l'atteinte des cibles budgétaires du gouvernement fédéral.

À la fin juin, Statistique Canada a publié de nouvelles projections démographiques qui ont fait sourciller plus d'un observateur. En cause : l'importante révision à la baisse des prévisions de croissance de la population par rapport aux estimations précédentes, qui reflète surtout la chute marquée des admissions nettes de résidents non permanents (RNP) au pays (graphique 1).

Le ballon de la croissance démographique se dégonfle

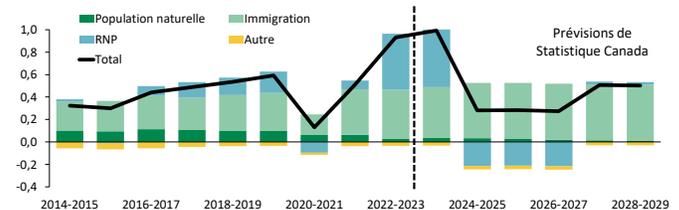
En comparant les nouvelles projections démographiques de Statistique Canada avec les nôtres, on voit que le scénario de croissance moyenne¹ (de base) de l'agence statistique prévoit une croissance beaucoup plus faible de la population en 2025 et 2026 (graphique 2 à la page 2). Statistique Canada semble présumer

Graphique 1

Statistique Canada prévoit une croissance plus faible de la population en raison d'une baisse du nombre de RNP

Projections de croissance moyenne de la population de Statistique Canada*

En millions



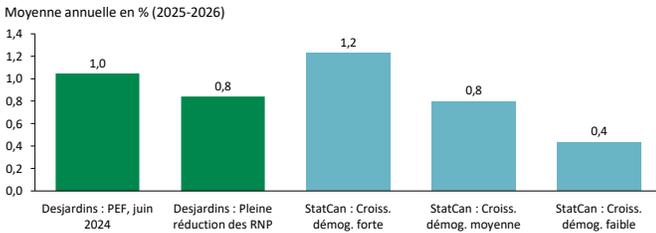
RNP : Résidents non permanents. * Fait référence à la projection de croissance démographique moyenne « M1 », Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

¹ Fait spécifiquement référence au scénario M1 de Statistique Canada.

Graphique 2

La réduction du nombre de RNP freinera la croissance de la population active

Croissance de la population de 15 ans et plus



PEF : Prévisions économiques et financières. RNP : résidents non permanents. StatCan : Statistique Canada. Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

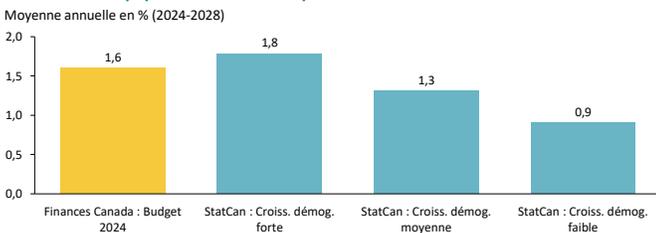
que le gouvernement fédéral réussira à atteindre son objectif de ramener le nombre de RNP à 5 % de la population totale au cours des trois prochaines années. Quant à nos prévisions démographiques de base, elles supposent que le gouvernement fédéral ne réussit que partiellement à limiter le nombre de RNP au Canada et se rapprochent du scénario haussier de Statistique Canada. Cela dit, si nous tenons pour acquis que l'objectif est pleinement atteint, nous obtenons des chiffres semblables à ceux du scénario de croissance moyenne de Statistique Canada.

Sur l'horizon de cinq ans utilisé pour la planification fiscale fédérale, le budget 2024 prévoyait une croissance démographique moyenne de 1,6 % par année de 2024 à 2028, soit environ le point médian des scénarios de croissance moyenne et forte de Statistique Canada (graphique 3). Cela suggère un certain risque à la baisse pour les prévisions de croissance du PIB réel du gouvernement fédéral au cours des cinq prochaines années, d'autant plus que le budget de 2024 ne tient pas explicitement compte de la réduction prévue du nombre de RNP.

Graphique 3

Le budget 2024 prévoyait une forte croissance de la population à moyen terme

Croissance de la population de 15 ans et plus



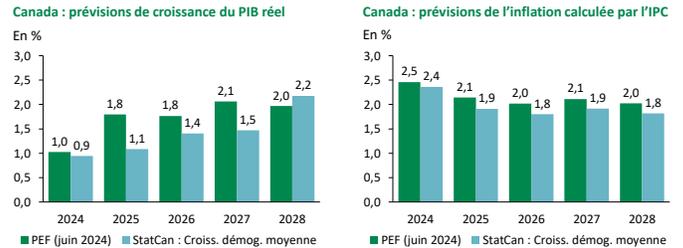
StatCan : Statistique Canada. Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Jusqu'à où pourrait baisser la croissance économique?

Bien sûr, les prévisions de PIB réel ne dépendent pas que de la population. Nos travaux précédents ont montré que la [croissance du PIB réel](#) et [l'inflation](#) seraient plus faibles à moyen terme (graphique 4) avec la réduction des admissions de RNP, malgré une croissance plus élevée du PIB réel par habitant et des salaires.

Graphique 4

Un nombre moindre de RNP devrait faire baisser les prévisions du PIB réel et de l'inflation



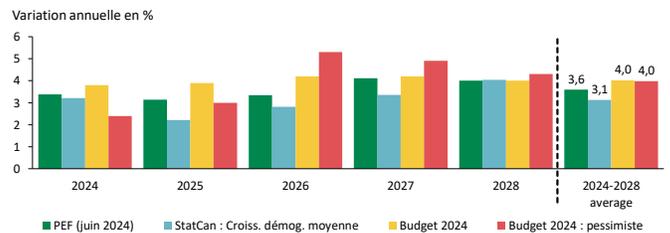
PEF : Prévisions économiques et financières. RNP : résidents non permanents. StatCan : Statistique Canada. Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Une progression plus lente du PIB réel et de l'inflation signifie que la croissance du PIB nominal, la mesure la plus large de l'assiette fiscale, serait aussi plus faible. C'est pourquoi notre [scénario de base de juin 2024](#) pour la croissance du PIB nominal est globalement moins reluisant que les scénarios de base et pessimiste du budget 2024 (graphique 5). Si l'on suppose une croissance démographique cohérente avec la nouvelle projection moyenne de Statistique Canada, les perspectives du PIB nominal sont encore plus sombres.

Graphique 5

Les perspectives économiques du gouvernement fédéral semblent optimistes

Prévisions de croissance du PIB nominal



PEF : Prévisions économiques et financières. StatCan : Statistique Canada. Statistique Canada, ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

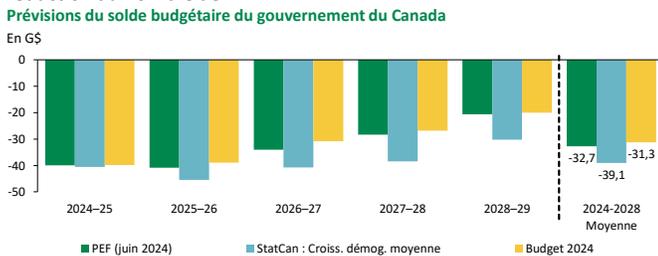
Là où l'économie va, le déficit suit

Le ministère des Finances Canada inclut dans le budget les sensibilités fiscales aux variations de la croissance du PIB réel et du déflateur du PIB, ce qui permet de calculer l'incidence

fiscale de différents scénarios économiques. Si l'on applique ces sensibilités fiscales à notre scénario économique de base, le déficit prévu augmente, mais reste près du portrait officiel (graphique 6). Toutefois, lorsque l'on incorpore les prévisions de croissance démographique moins élevée de Statistique Canada, les déficits augmentent de près de 8 G\$ par année en moyenne comparativement aux prévisions de base du budget de 2024, ce qui est considérable. Bien sûr, une réduction des dépenses pourrait permettre de réaliser des économies équivalentes. Mais cela risque d'être plus facile à dire qu'à faire.

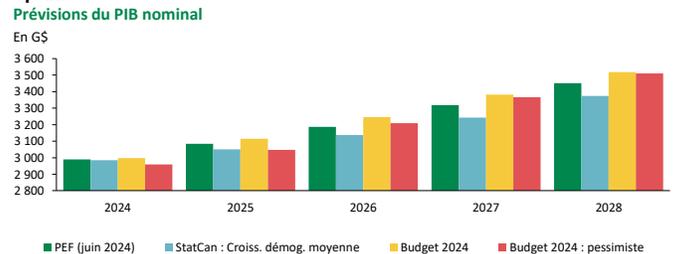
Ce ratio demeure élevé dans le scénario économique basé sur les projections démographiques de Statistique Canada. À l'inverse, il tombe rapidement après l'exercice 2025-2026 dans le scénario pessimiste du budget 2024. Cela s'explique en partie par les prévisions du PIB nominal du budget, où les niveaux de 2028 sont presque identiques dans les scénarios de référence et pessimiste (graphique 8). De l'autre côté, tant dans nos *Prévisions économiques et financières* (PEF) de juin 2024 que dans nos prévisions basées sur la projection de croissance moyenne de Statistique Canada, le PIB nominal termine 2028 en deçà des hypothèses les plus pessimistes du budget 2024.

Graphique 6
Les déficits fédéraux risquent d'être plus importants en raison de la réduction du nombre de RNP



PEF : Prévisions économiques et financières. RNP : résidents non permanents. StatCan : Statistique Canada. Ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 8
Même les prévisions pessimistes du gouvernement fédéral semblent optimistes

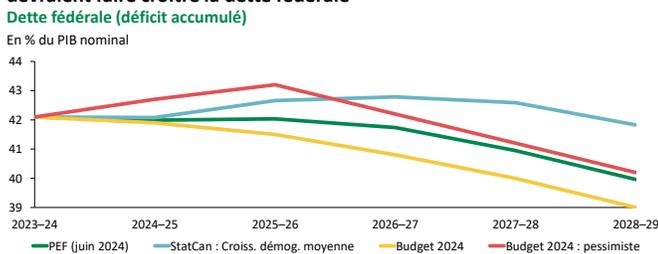


PEF : Prévisions économiques et financières. RNP : résidents non permanents. StatCan : Statistique Canada. Statistique Canada, ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

Malheureusement, le budget 2024 du gouvernement fédéral n'inclut pas de prévision de déficit annuel dans le scénario pessimiste. Il mentionne cependant que le déficit serait en moyenne 7,9 G\$ plus élevé chaque année que dans le scénario de base. Le déficit annuel moyen serait donc d'environ 39 G\$, ce qui correspond au chiffre établi d'après le scénario de croissance moyenne de la population de Statistique Canada. Ainsi, le scénario pessimiste du budget 2024 pourrait être un meilleur point de comparaison que le scénario de référence actuel pour la planification fiscale. En effet, tant dans le scénario pessimiste du gouvernement fédéral que dans le scénario basé sur la projection de croissance moyenne de la population de Statistique Canada, le ratio de la dette fédérale au PIB augmente au moins pour les deux prochaines années (graphique 7).

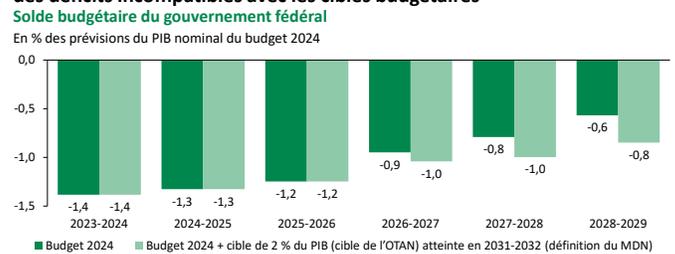
Mais les perspectives fiscales pourraient être encore plus sombres. En l'absence de nouveaux revenus, il sera difficile de concilier l'augmentation des dépenses et le devoir de responsabilité fiscale. On peut penser à la récente promesse de hausser les dépenses militaires à 2 % du PIB d'ici 2032. Même si cette cible est atteinte progressivement, cela ajoutera environ 0,2 % au déficit pour chaque exercice financier à partir de 2025-2026 (graphique 9). Il sera donc ardu pour le gouvernement fédéral de respecter ses cibles budgétaires dans le scénario de référence du budget de 2024, et encore plus dans le scénario pessimiste.

Graphique 7
Les déficits plus importants découlant d'un nombre réduit de RNP devraient faire croître la dette fédérale



PEF : Prévisions économiques et financières. RNP : résidents non permanents. StatCan : Statistique Canada. Ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 9
L'atteinte de la cible de dépenses militaires de l'OTAN pourrait entraîner des déficits incompatibles avec les cibles budgétaires



MDN : ministère de la Défense nationale. Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

Conclusion

Les dernières projections démographiques de Statistique Canada ont fait sourciller plusieurs observateurs, vu l'important ralentissement induit par la diminution du nombre de RNP. Comme nous l'avons déjà démontré, la baisse des admissions de RNP pèsera sur la croissance du PIB réel et l'inflation. Les déficits fédéraux risquent donc d'être plus importants, ce qui se traduira par un niveau d'endettement plus élevé, semblable aux prévisions du scénario économique pessimiste du budget 2024. Les risques associés aux prévisions budgétaires pourraient même être orientés encore plus à la baisse, surtout si de nouvelles dépenses s'ajoutent. Et si les revenus ne sont pas assez élevés pour offrir un véritable contrepoids, cela mettra en péril les cibles budgétaires du gouvernement fédéral.